

**Nous payons l'ADEME pour qu'elle nous engage à être crados, à ne plus laver nos vêtements... au nom de l'écologie !!!**

écrit par Monique B | 4 février 2025



ADEME : quand l'argent public finance des conseils à la

c...au nom de l'écologie punitive

Porter un jean un mois d'affilée ? Espacer les lavages de ses vêtements au point de frôler l'insalubrité ? Voilà les lumineuses recommandations de l'ADEME, cette agence publique qui n'a de cesse de transformer les Français en cobayes de l'absurde. Sous prétexte d'écologie, elle dicte désormais aux citoyens comment s'habiller et entretenir leur linge, quitte à frôler le ridicule.

*l'ADEME nous explique combien de fois porter nos vêtements avant de les laver..*

*15 à 30 fois pour un jeans.. □ ils nous prennent pour jacouille?!*

*4 milliards d'argent public par an.. pour nous renvoyer au Moyen Age..#Facealinfo [pic.twitter.com/jFzr79JZDD](https://pic.twitter.com/jFzr79JZDD)*

*– Nemausus (@0xitan30) [February 3, 2025](#)*

## **Un guide de vie digne d'un manuel de rééducation**

L'ADEME, « agence de la transition écologique » financée par l'argent du contribuable, ne manque pas d'idées pour régenter la vie quotidienne des Français. **Après avoir voulu nous imposer une alimentation « bas carbone », une limitation de la consommation numérique et une réduction des déplacements, voilà que l'agence s'attaque aux machines à laver. Selon elle, le bon citoyen écologique doit porter un soutien-gorge sept jours d'affilée et son jean jusqu'à trente fois avant de le laver. Peut-être, à terme, faudra-t-il aussi abandonner le savon pour ne pas nuire à la planète ?**

Ce discours de vieille mégère aigrie et un peu demeurée,

aux relents de mépris social, rappelle les absurdités d'antan : « prenez des douches courtes », « chauffez-vous moins », « remplacez votre voiture par un vélo ». Derrière ces conseils, l'infantilisation des citoyens atteint des sommets. En revanche, on ne trouve nulle trace d'une remise en question des véritables pollueurs : multinationales délocalisées, industries pétrochimiques, et administrations publiques elles-mêmes.

**Une gabegie financière qui ne connaît pas la crise**

**L'ADEME, c'est aussi un budget pharaonique. Avec plus d'un milliard d'euros à sa disposition via des « budgets incitatifs », cette agence de 1 100 salariés n'hésite pas à arroser de subventions toutes sortes de projets discutables.** Son président, Sylvain Waserman, ancien député MoDem, supervise une structure dont les frais de fonctionnement annuels atteignent **140 millions d'euros.** Pendant que le contribuable paie toujours plus d'impôts, cette administration continue de grossir avec une augmentation de ses effectifs régionaux de 32 % en treize ans.

Samuel-Frédéric Servière, de la fondation iFRAP, soulignait récemment que l'ADEME est devenue une « opportunité pour la gestion des finances publiques », autrement dit, un gouffre financier. En doublon avec d'autres administrations, elle alourdit une bureaucratie déjà hypertrophiée et impose des normes écologiques qui entravent les Français sans impact significatif sur l'environnement.

**Ironie du sort, si l'ADEME impose des efforts drastiques aux citoyens, elle se garde bien de les appliquer à elle-même. Le simple fonctionnement de cette agence génère une empreinte carbone monumentale : 10 000 tonnes de CO2 par an pour ses salariés, des dizaines de**

**millions de litres d'eau consommés pour leurs vêtements, des bâtiments énergivores et des déplacements incessants en avion ou en train.**

Dans ces conditions, qui est le vrai pollueur ? Le Français moyen qui lave son linge régulièrement ou l'agence gouvernementale qui impose des restrictions tout en continuant à dépenser sans compter ?

**Une bureaucratie qui n'a de compte à rendre à personne**

En réponse aux critiques, la ministre de tutelle de l'ADEME, Agnès Pannier-Runacher, balaie d'un revers de main les accusations en parlant de « critiques simplistes » et de « populisme ». Comme toujours, dès que l'on ose questionner l'utilité d'une institution publique, on se voit taxé de démagogue. Pourtant, l'interrogation demeure : faut-il encore tolérer une administration qui dilapide des milliards pour publier des guides de vie absurdes ?

En attendant, les Français pourront toujours méditer sur les bienfaits d'un mois passé dans le même jean. Ou mieux encore, se demander pourquoi une telle agence existe encore.

YV

Crédit photo : Pixabay (cc)

*[cc] Breizh-info.com, 2025, dépêches libres de copie et de diffusion sous réserve de mention et de lien vers la source d'origine*

[Source](#)